

des Canadiens-Français dans le parlement local du Bas-Canada, de voir nos droits à l'éducation méconnus, j'ai maintenant l'assurance que le gouvernement agira conformément aux réponses qu'il vient de me faire. J'en viens maintenant à l'objection faite par mon hon. ami d'Hochelaga (M. DORION) ; dans son discours, l'autre soir, cet hon. monsieur a dit que la confédération, avec le chemin de fer intercolonial et les travaux de défense, ferait peser sur le Canada un fardeau énorme et injuste dont les populations ne tarderaient pas à se débarrasser par la violence. Je ne puis, pour ma part, voir comment nos dépenses seront augmentées. Je ne vois d'autre augmentation que celle qu'a indiquée l'hon. ministre des finances et qui consiste dans les dépenses du gouvernement général. Les gouvernements locaux ne seront pas plus coûteux que le gouvernement actuel ; il reste donc à pourvoir seulement aux frais du gouvernement général, et rien de plus ; toutefois, j'appellerai l'attention de la chambre sur une déclaration de l'hon. membre pour Hochelaga. Il a dit que nous nous trompions grandement en croyant que nous discutons une question d'union des colonies. La confédération, nous a-t-il dit, est entièrement basée sur la question du chemin de fer intercolonial, conformément aux recommandations de M. WATKIN, et tout ce mouvement n'a pour but qu'une belle et profitable opération au profit de la compagnie du chemin de fer Grand Tronc.

M. T. C. WALLBRIDGE—C'est cela !

L'Hon. M. ROSE—Peut-on supposer un instant que mon hon. ami le président du conseil se laisserait duper de la sorte ? Mon hon. ami d'Hochelaga lui suppose-t-il assez peu de perspicacité pour ne pas pressentir une pareille tentative ? C'est un arrangement destiné à obtenir contre la confédération les votes des membres opposés aux chemins de fer. Eh bien ! M. l'ORATEUR, il paraît que nous ne sommes que des dupes, qu'on nous prépare une nouvelle spéculation frauduleuse, et que l'hon. président du conseil, l'hon. secrétaire provincial et d'autres du gouvernement hostiles aux chemins de fer, sont des dupes comme nous. Ce projet imaginaire les a tous trompés et M. WATKIN qui, semblerait-il, possède l'astuce de MÉNISTOPHÈLES, a complètement abusé le gouverneur-général et le secrétaire des colonies et les a pris à son piège. Bien plus, ses artifices ont atteint jusqu'au trône, car Sa Majesté a parlé du projet dans son discours au parlement. (Ecoutez !)

L'Hon. M. HOLTON — A l'ordre ! à l'ordre !

L'Hon. M. ROSE — Peut-on supposer que le gouvernement impérial se serait tellement préoccupé d'une spéculation du Grand Tronc ? De sa voix sonore mon hon. ami me rappelle à l'ordre quand je réponds aux arguments de ses amis. C'est sa seule manière de répliquer. Pense-t-il que je ne relèverai pas une accusation aussi grave ?

L'Hon. M. HOLTON—Si j'ai rappelé "à l'ordre !" c'est que je trouve singulier qu'on accouple le nom de Sa Majesté avec les termes de fraudes et d'abus. Les conseillers de Sa Majesté sont les seuls responsables. (Ecoutez !)

L'Hon. M. ROSE—Je répète que le discours du trône que nous avons reçu aujourd'hui et auquel je suis bien libre de faire allusion, ne traite nullement cette mesure comme une spéculation du Grand-Tronc. C'est réellement bien présomptueux de la part de l'hon. membre pour Hochelaga de se lever pour dire aux membres de cette chambre. "Vous ne connaissez rien du projet ; vous ignorez complètement où on vous mène ; mais, dans ma perspicacité, j'ai découvert que c'est tout simplement une spéculation frauduleuse du Grand Tronc." (Rires.) L'hon. monsieur croit-il réellement ce qu'il a ainsi affirmé ? Croit-il que tout le projet n'est qu'une spéculation montée en faveur de la compagnie du Grand-Tronc ? Je trouve qu'il a eu tort de réveiller les animosités contre cette compagnie en répétant des faibles bonnes aujourd'hui à amuser des enfants. Mais il est impossible que des faux-fuyants de cette nature aient quelque effet sur l'opinion des hon. membres. Voici ce que dit la Reine dans le discours du trône :

"Sa Majesté a été vraiment heureuse de donner sa sanction à la réunion des délégués de ses provinces de l'Amérique du Nord, qui, sur l'invitation du gouverneur général de Sa Majesté, se sont assemblés à Québec. Ces délégués ont adopté des résolutions ayant pour objet une union plus intime de ces provinces sous un gouvernement central. Si ces résolutions sont approuvées par les chambres législatives des provinces, un projet de loi vous sera présenté afin de mettre cette importante mesure à exécution."

(Applaudissements redoublés !)

Tel est le langage que Notre Souveraine adresse au parlement impérial et nous irions céder à un appel aux préjugés contre le monopole de la compagnie du Grand-Tronc ! Mais il y a plus : l'opinion de Sa Majesté